RASSEMBLEMENT LE 25 AVRIL DEVANT LE SIÈGE DE L'UNÉDIC

INDEMNISATION DE TOUTES LES FORMES DE CHÔMAGE

Mercredi 25 avril, les partenaires sociaux se réunissent au siège de l'Unédic pour définir une position à l'égard du projet de loi sur la réforme de l'assurance chômage, présenté le 27 avril au Conseil des ministres. Les chômeurs et précaires seront là pour faire entendre leur voix.

En mettant en cause l'Unédic et les règles actuelles de l'assurance-chômage, le projet de réforme « pour la liberté de choisir son avenir professionnel » est une nouvelle étape dans la mise en pièce de l'assurance chômage. Le démantèlement avait déjà sérieusement commencé en 2017 avec les ordonnances concernant la suppression des cotisations sociales. Leur remplacement par l'impôt inaugurait la volonté du gouvernement d'en finir avec l'Unédic.

Ce projet de loi accompagne les annonces gouvernementales concernant le renforcement du contrôle des chômeurs. Pour le pouvoir actuel, le service public de l'emploi a comme seul rôle de contrôler et sanctionner les chômeurs pour qu'ils acceptent n'importe quel job mal payé aux conditions de travail déplorables. Pour l'État et le patronat, l'assurance chômage et le service public de l'emploi ne sont que des outils de contrôle social pour faire pression sur les salaires et les conditions de travail.

Le projet de démantèlement de l'Unédic et de criminalisation des chômeurs s'inscrit dans la politique générale du gouvernement qui consiste à précariser massivement l'ensemble de la société. Services publics, fonctionnaires, cheminots, hospitaliers, enseignants, étudiants : tous les secteurs sont attaqués, les salarié-es sont partout menacés.

Contre cette politique violemment antisociale, nous exigeons :

- l'élargissement de l'accès à **l'indemnisation, avec comme référence le Smic, à tous les chômeurs et chômeuses**,
- **le maintien du système actuel de l'assurance chômage**, reposant sur les cotisations sociales,
- la **gestion démocratique** de l'assurance chômage,
- l'**arrêt des contrôles et sanctions** à l'encontre des chômeurs, chômeuses et précaires.

CONFÉRENCE DE PRESSE LE 25 AVRIL 2018 DEVANT LE SIÈGE DE L'UNÉDIC
13H30 ● 4, RUE TRAVERSIERE ● 75012 PARIS

SOUTIENS : SNU POLE EMPLOI FSU, SUD EMPLOI, FSU IDF, ECONOMISTES ATTERRES, SOLIDAIRES, CNT, JOC, REPUBLIQUE ET SOCIALISME, GDS, FEMMES EGALITES, CGT, CGT POLE EMPLOI, CGT CHOMEURS, SYNDICAT ASSO, ATTAC, DAL, FEMMES CONTRE LES PRECARITES, ALTERNATIVE LIBERTAIRE, PCOF, PG, FI, PCF, ENSEMBLE, STOP-PRECARITE.

Paris, le 23 avril 2018